

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1239

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domainaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

21 décembre 1995 – n° 1239
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

Le gouvernement de Pury

Voilà un livre blanc, le deuxième de la Fondation Schmidheiny, qui n'a de l'innocence que la couleur. Mais il ne suffit pas de considérer le dernier produit de la pensée ultralibérale version suisse comme un simple torchon rouge agité sous le nez des adeptes de solutions moins radicales. Car à force de considérer les signataires du livre blanc comme de purs provocateurs et leurs postulats comme totalement irréalistes, on les banalise sans doute et les rend moins effrayants, mais on n'écarte ni n'exorcise le danger qu'ils représentent.

En effet, dans *Le courage de rompre*, M. David de Pury et ses 18 coauteurs, tous capitaines d'industrie ou maîtres de finances, nous présentent bel et bien un programme, ce que souligne clairement le sous-titre: «Un calendrier de politique économique pour la Suisse». Ces messieurs ont un projet de société et présentent un catalogue de mesures.

Les premières réactions sont unanimement négatives à l'égard au moins des propositions les plus «scandaleuses». Même le président de la Confédération a dénoncé le caractère outrancier du livre blanc. Et même *Le Nouveau Quotidien* renonce enfin à faire de David de Pury un candidat crédible au Conseil fédéral.

À gauche, les protestations ont bien sûr fusé. Les plus fortes, sur les aspects économiques, émanent de l'agile esprit du conseiller national socialiste bernois Rudolf Strahm. Il n'argumente pas que sur le fond, mais se plaît à mettre en évidence les contradictions entre le comportement des auteurs et leurs théories: à l'instar d'un Blocher qui veut les subventions européennes pour lui-même et l'isolement pour les autres, le groupe Schmidheiny a fondé son succès sur le puissant cartel du ciment. Peu soucieux de cohérence, les patrons signataires du livre blanc savent faire le grand écart entre la pratique constante des ententes et des positions dominantes et les continues professions de foi en faveur de la libre concurrence, dont il revient toujours aux autres d'expérimenter les charmes.

Malgré leurs affirmations, MM. de Pury et consorts ne veulent pas la concurrence – et leurs porte-parole parlementaires le confirment dans les débats concernant le droit des affaires (à commencer par la loi sur – et non contre – les cartels). En revanche, ils veulent la déréglementation, c'est-à-dire le désengagement de

l'Etat, qui devrait se retirer de partout où la loi lui donne une mission de surveillance, d'arbitrage, de redistribution, de correction des inégalités et des disparités spontanées.

On aurait tort de prendre à la légère cette résurgence du moins d'Etat, le fameux slogan des radicaux, au début des années quatre-vingts. Car il se trouvera, dans les rangs de la majorité bourgeoise aux Chambres fédérales, suffisamment d'élus, anciens et surtout nouveaux, pour reprendre au vol les différentes propositions du livre blanc. La Fondation Schmidheiny peut envisager avec sérénité le rendement de ce deuxième placement dans l'édition.

Preuve en est la première partie du livre blanc 1995, la moins lue, celle qui fait le bilan des mesures prises pour assurer le renouveau de l'économie de marché, conformément aux propositions du livre blanc 1991. Toutes sortes de progrès ont été enregistrés, de l'introduction de la TVA à la création des Hautes écoles spécialisées en passant par l'ouverture des télécommunications à la concurrence ou par les nouvelles lignes directrices de l'entreprise CFF. Restent à régler de nombreux problèmes dans différents secteurs: finances publiques, fiscalité directe, politique sociale, éducation et recherche, aménagement du territoire et droit foncier, énergie et transports.

Pour que tout soit clair, les auteurs du livre blanc résumant leurs priorités pour la législature 1995-1999. Ils auraient bien tort de se gêner: eux qui préfèrent gagner – richement – leur vie à la tête des principaux groupes industriels et financiers du pays n'ont pas besoin de se soumettre personnellement à de pénibles et aléatoires procédures démocratiques. Les candidats qui font campagne électorale à leur place restent bien sûr volontaires et dévoués une fois installés sous la Coupole.

Alors, rendez-vous dans quatre ans pour le bilan, sans doute consistant, malgré les inévitables référendums, des mesures prises d'ici là, à l'instigation de MM. de Pury et consorts. Qui se profilent modestement comme un «think tank» de la droite parlementaire, mais se comportent en fait de plus en plus comme une sorte de gouvernement parallèle, non élu, faussant le jeu des institutions démocratiques. Ecrit dans cet esprit, tout livre blanc est un scandale, indépendamment de son contenu (voir aussi pp. 6 et 7). YJ